

Marc Ravalomanana. En français, le câble WikiLeaks sur les armes ayant transité en Afrique du Sud

Madagate - 20/02/12



Madagate.com publie, ici, en son intégralité, le document classé confidentiel publié grâce au travail de l'équipe WikiLeaks de Julian Assange. Ce, à propos des armes qui ont effectivement transité en Afrique du Sud. Plus encore, il est traduit en français.



Jeff Radebe, Président du parti d'opposition sud-africain DA

The opposition Democratic Alliance party (DA) says NCACC (National Conventional Arms Control Committee) chair Jeff Radebe *"should immediately authorise an investigation into the report. He notes that*

part of the cable, dated March 4, 2009 reads: "Recognising that his security forces lacked proper riot control gear, the President [Marc Ravalomanana] has embarked on a buying spree of riot control gear from suppliers in China, using South Africa as a transit point".

Résumé en français

Jeff Radebe, Président du parti d'opposition Alliance Démocratique (DA) a déclaré que le NCACC « *devrait immédiatement autoriser une enquête à la suite de la publication du câble* ». Il note que la partie du câble, daté le 4 mars 2009, indique: « *En reconnaissant que ses forces de sécurité ont manqué de matériels anti-émeute nécessaires, le Président (Marc Ravalomanana) a entrepris l'achat frénétique de matériels anti-émeute issus de fournisseurs chinois, en utilisant l'Afrique du Sud comme point de transit* ».



David Maynier, membre du Parlement pour le parti d'opposition sud-africain DA

The NCACC is required to authorise the transport of any conventional arms through or over our territory or territorial waters by issuing a conveyance permit. "However, the NCACC's 2009 annual report shows that no conveyance permits were issued. This suggests that former president Marc Ravalomanana's attempt to import riot control gear, using South Africa as a transit point, may have been illegal," Maynier says. "This is not the only suspicious sale of conventional arms prior to the coup in Madagascar in 2009. The NACC also authorised the sale of R2 347 000 worth of riot control equipment to Madagascar in 2009. The arms deal was authorised in record time and on an ad hoc basis by the NCACC. The riot control gear appears to have been exported to military or paramilitary forces just prior to the coup in Madagascar. There was therefore a high probability that the riot control gear would be used for internal repression. The fact is that the NCACC should never have authorised the export of riot control equipment to Madagascar," Maynier says.

Résumé en français

"Le Comité national de contrôle des armes conventionnelles [NACC] devrait immédiatement autoriser une enquête sur des informations selon lesquelles (l'ancien président Marc Ravalomanana) a utilisé l'Afrique du Sud comme point de transit pour importer des armes anti-émeutes chinoises, avant le coup de force de 2009" qui l'a chassé du pouvoir, a déclaré un député de l'Alliance Démocratique (DA), David Maynier, dans un communiqué.

Selon M. Maynier, le Comité a aussi autorisé la vente de matériel anti-émeutes à Madagascar, pour un montant de 2,3 millions de rands (230.000 euros), en 2009.

Ce matériel a été "exporté à destination des forces militaires ou paramilitaires juste avant le coup" à Madagascar, a-t-il ajouté. "Il y avait donc une forte probabilité que ce matériel anti-émeutes soit utilisé pour la répression interne", souligne-t-il.

=====

LA TRADUCTION EN FRANCAIS DU CABLE EN DATE DU 4 MARS 2009, PUBLIE PAR WIKILEAKS



L'ambassade américaine à Madagascar a déclaré qu'une partie de l'arsenal de fabrication chinoise a transitée en Afrique du Sud puis a été prise en charge par le jet privé du Président Marc Ravalomanana. Cet arrangement lui a permis de contourner les douanes. D'Afrique du Sud, les armes sont parvenues aux membres de l'armée fidèle à l'ex-président, dans son pays d'origine.

Les Forces de sécurité enhardies grâce à un nouvel équipement

Origine : Ambassade Antananarivo (Madagascar)

Date du câble : Mercredi 4 mars 2009, 10h17' Temps universel

Classification : CONFIDENTIEL

P 041017Z MAR 09

FM AMEMBASSY ANTANANARIVO

TO SECSTATE WASHDC PRIORITY 2172

C O N F I D E N T I A L ANTANANARIVO 000152

DEPT FOR DS/IP/AF

DEPT FOR DS/TIA/ITA

DEPT FOR AF/E

E.O. 12958:

DECL: 03/04/2019

OBJET : **Les Forces de sécurité enhardies grâce à un nouvel équipement**

Classé par : **A/RSO Timothy Feeney pour les raisons 1.4 d et e.**

1. (C/NF) Résumé : le président Ravalomanana, par sa récente décision d'équiper ses forces de sécurité avec des armes de dissuasion, peut courir le risque d'aliéner la perception de la population sur le fait que les forces de sécurité restent neutres entre lui et Andry "TGV " Rajoelina, leader du mouvement d'opposition. Résumé de Fin.



L'ATR en question avec le n° d'immatriculation 5R-MJT qui ne laisse aucun doute

2. (C/NF) En reconnaissant que ses forces de sécurité ont manqué de matériels anti-émeute nécessaires, le Président a entrepris l'achat frénétique de matériels anti-émeute issus de fournisseurs chinois, en utilisant l'Afrique du Sud comme point de transit. **Dans au moins deux occasions séparées, confirmées par les contacts de RSO auprès de la police de l'air et des frontières, le Président a utilisé l'avion privé de sa compagnie Air TIKO, un ATR 42-320 enregistré sous l'immatriculation 5R-MJT. Cet avion est allé en Afrique du Sud pour récupérer beaucoup de matériels nécessaires au contrôle d'émeutes (boucliers, armures de corps, gaz lacrymogènes, balles de caoutchouc et uniformes) pour ses forces de sécurité.** En ayant contourné la bureaucratie embarrassante des services de douanes, l'avion est arrivé à la section militaire de l'aéroport international d'Ivato où il a été déchargé. Les matériels ont été ensuite embarqués dans des camions militaires pour leur déploiement immédiat au sein des unités de l'EMMO-Nat (Etat-Major Mixte Opérationnel au Niveau national).

Commentaires : les forces de l'EMMO-Nat sont composées des éléments de l'Armée malagasy, de la Gendarmerie et de la Police nationale, opérant sous des ordres unifiés et utilisées comme forces de réaction rapide. Fin des commentaires.

3. (C/NF) Afin d'avoir un rapide retour sur son investissement, et après le déploiement de ces matériels, le Président a mis la pression sur les commandants de l'EMMO-Nat, qui hésitent d'habitude à mener une confrontation, et affronter directement les manifestants d'opposition pour disperser tout grand meeting réunions, avec des gaz lacrymogènes et des grenades étourdissantes. Le 27 février [2009], les forces de sécurité ont fait des efforts particuliers pour disperser des manifestants d'opposition du côté du stade municipal [Mahamasina] à Antananarivo. Mais ils se sont vite réfugiés dans le poste de police à proximité, lorsque les manifestants ont commencé à les bombarder avec des pierres. Les articles des journaux malagasy ont largement signalé l'arrivée de ce nouvel équipement et leurs origines [la Chine], en notant que des armes offensives ont été ajoutées aux chargements. Ne voulant pas être impliqué en quoi que ce soit dans l'approvisionnement des armes offensives et accusé d'être indirectement responsable du meurtre de civils, l'Ambassade chinoise a publié un communiqué de presse niant la livraison d'armures et de munitions, mais admettant étonnamment la livraison de casques, boucliers, uniformes et armures de corps.

4. (C/NF) Les morts et les blessés civils laissés par les forces de sécurité ont vite attiré l'attention de l'opinion publique sur leur rôle dans l'impasse politique. Lors de la confrontation du 27 février, les forces de sécurité ont utilisé des grenades étourdissantes pour tenter d'intimider et de disperser la foule. Au terme de ce rassemblement d'opposition, 75 à 100 citoyens inquiets se sont rassemblés devant le quartier général de la Gendarmerie nationale (à 2 kilomètres du rassemblement) avec une grenade non explosée, pour protester de son utilisation et demander pourquoi les forces de sécurité ont utilisé des grenades sur la population ? Ce groupe de citoyens a reconnu que la grenade n'était pas une grenade explosive mortelle mais, pour eux, l'utilisation de grenades étourdissantes contre la population était inacceptable. Le 28 février, un rassemblement à Fianarantsoa s'est ensuivi de la mort par balle perdue d'un gardien qui n'avait pas participé à la démonstration de l'opposition. La population locale a de nouveau reproché aux forces de sécurité cette mort après qu'ils ont lancé des gaz lacrymogènes et tiré des coups de feu de semonce en l'air. Enfin, le 2 mars, une confrontation entre les étudiants universitaires et les forces de sécurité s'est ensuivie dans la mort d'une personne. Les rapports indiquent que les forces de sécurité sont arrivées sur les lieux et ont essayé de dégager un blocage sur la route. Il s'en est suivi un affrontement immédiat avec les étudiants. Sans tarder les forces de sécurité ont lancé des gaz lacrymogènes et tiré, entraînant la mort d'une personne atteinte à la tête et faisant deux autres blessés. Des témoins ont déclaré que les forces de sécurité ont tiré dans la foule alors que le gouvernement a affirmé que la personne a été atteinte par une balle originellement venue d'un tir en l'air. La Croix-Rouge Malagasy a confirmé une mort, mais a rétracté plus tard la confirmation. Les contacts à l'hôpital principal d'Antananarivo ont confirmé la réception de deux individus avec des blessures par balle.

5. (C/NF) Commentaires : l'arrivée des matériels anti-émeutes était un plus dans l'arsenal des armes non-mortelles des forces de sécurité. Cependant, les forces de sécurité n'ont pas reçu d'entraînement nécessaire sur l'utilisation de ces équipements dont le but précis n'est pas de tuer. Il était douteux que les forces de sécurité aient compris comment utiliser correctement et efficacement des balles de caoutchouc dans une situation de contrôle de foule. Ces unités mal entraînées ont, sans doute, continué à tirer au niveau supérieur du corps, ayant augmenté le risque d'atteinte à la tête avec les conséquences mortelles. De plus, même avec les meilleures intentions de tirer les balles de caoutchouc à ras de terre, le risque par les forces de sécurité de tirer au mode automatique complet, a amené les balles à ricocher pour atteindre les parties vitales supérieures du corps, occasionnant une inquiétude réelle de la part de la foule. Par ailleurs, le jet des grenades étourdissantes dans une foule dense peut provoquer d'atroces brûlures, surtout lorsqu'on connaît la qualité suspecte des grenades produites par les chinois. Enfin, les forces de contrôle anti-émeutes ont montré une habitude de permettre à la foule de parvenir immédiatement jusqu'à eux, en confrontation directe, sans maintenir un « *no man's land* » entre eux et les manifestants. Cette stratégie a rendu impossible pour les unités de contrôle d'émeute de lancer des gaz lacrymogènes pour disperser une grande foule et de réduire le risque de blessures contre leurs propres éléments.

6. (C/NF) Suite des commentaires : si la tendance actuelle se poursuit, avec la mort ou les blessures sérieuses de manifestants ou de simples spectateurs, par l'utilisation de ce nouvel équipement, des questions venant de la population surgiront à propos du rôle des forces de l'ordre, en général, qui doivent uniquement maintenir l'ordre et non jouer les arbitres dans cette crise politique. Et ces forces de l'ordre ne seront plus respectées par la population. En fin de compte, l'opinion publique se détachera du Président, apportant un nouveau souffle au mouvement de TVG, avec la possibilité pour l'opposition de considérer les forces de sécurité comme des cibles légitimes, agissant fermement sous l'ordre du Président. Finalement, la manière dans laquelle le Président continue à mélanger ses propres capitaux d'affaires, avec les ressources publiques par l'utilisation de son avion TIKO pour livrer l'équipement pour les forces de sécurité, renforce l'argument de TGV selon lequel le Président lui-même se considère vraiment comme le Président-directeur général de Madagascar.

MARQUARDT

Traduction : Jeannot RAMAMBAZAFY-20 février 2012

=====

THE GENUINE CABLE PUBLISHED BY WIKILEAKS



The US embassy in Madagascar claimed that the Chinese-manufactured part of the arsenal was unloaded in South Africa and collected by then President Marc Ravalomanana's private jet. This arrangement enabled him to bypass customs. From South Africa, the weapons went to parts of the army loyal to the ex-president in his home country.

Security Forces Emboldened With New Equipment

Origin: Embassy Antananarivo (Madagascar)

Cable time: Wed, 4 Mar 2009 10:17 UTC

Classification: CONFIDENTIAL

P 041017Z MAR 09

FM AMEMBASSY ANTANANARIVO

TO SECSTATE WASHDC PRIORITY 2172

C O N F I D E N T I A L ANTANANARIVO 000152

DEPT FOR DS/IP/AF

DEPT FOR DS/TIA/ITA

DEPT FOR AF/E

E.O. 12958:

DECL: 03/04/2019

SUBJECT: SECURITY FORCES EMBOLDENED WITH NEW EQUIPMENT

Classified By: **A/RSO Timothy Feeney for reasons 1.4 d and e**

1. (C/NF) Summary: President Ravalomanana's recent push to outfit his security forces with non-lethal weapons may run the risk of alienating the population's perception that the security forces remain neutral between the President and Andry "TGV" Rajoelina's opposition movement. End Summary.

2. (C/NF) Recognizing that his security forces lacked proper riot control gear, the President has embarked on a buying spree of riot control gear from suppliers in China, using South Africa as a transit point. **On at least two separate occasions, confirmed by RSO airport police contacts, the President has utilized his company's privately owned aircraft, a ATR 42-320 registration #5R-MJT and affectionately named TIKO Air, to fly to South Africa to pickup much needed riot control gear (shields, body armor, tear gas, rubber bullets, and uniforms) for his security forces.** Bypassing the cumbersome customs bureaucracy, the aircraft arrives at Ivato International's military section where it is unloaded and hauled off by military trucks for their immediate deployment to the security forces making up the EMMO-Nat (Etat-Major Mixte Operationnel au Niveau National) units.

Comment: EMMO-Nat forces are made up of Malagasy military elements, Gendarmerie, and National Police operating under a mixed command and used as a quick reaction force.

End Comment.

3. (C/NF) Feeling the need to get a return on his investment, the deployment of this gear has resulted in the President pressuring EMMO-Nat commanders, who are usually hesitant to initiate confrontation, to directly confront opposition protesters and disperse any large gatherings with tear gas and stun grenades. On February 27th, security forces made a half hearted effort to disperse opposition protesters at Antananarivo's main sports stadium but quickly retreated to a nearby police station as protesters began pelting security forces with stones. Malagasy media outlets have widely reported on the arrival of this new equipment and the equipment's point of origin with rumors swirling that offensive weapons have been added to the shipments. Not wanting to be complicit in supplying offensive weapons and accused of being indirectly responsible for the killing of civilians, the Chinese Embassy issued a press release denying the delivery of arms and ammunition but surprisingly admitting to the delivery of helmets, shields, uniforms, and body armor.

4. (C/NF) Civilian deaths and injuries by the security forces are quickly bringing the public's attention to their role in the political deadlock. During the February 27th confrontation, security forces used stun grenades in an attempt to intimidate and disperse the crowd. After the opposition rally was over, 75-100 concerned citizens gathered outside the Gendarmerie National Headquarters (located 2 kilometers from the rally) with an unexploded grenade, protesting its use and asking why security forces used the grenade on the population. The group of citizens recognized that the grenade was not a lethal explosive grenade, but still believed the stun grenades use against the population was unacceptable. On February 28th, a rally in Fianarantsoa resulted in the death of a guard not participating in the opposition demonstration after a stray bullet killed him. Again the local population blamed the security forces for the death after they deployed tear gas and fired warning shots into the air. Finally on March 2nd, a confrontation between university students and security forces resulted in the death of one person. Reports indicate security forces arrived on scene and attempted to clear a blockade on the road resulting in an immediate clash with the students. Without delay security forces deployed tear gas and warning shots resulting in one person suffering a fatal head shot and two others wounded. Witnesses state the security forces fired into the crowd while the government claims the individual was hit by a stray round that was originally fired into the sky. The Malagasy Red Cross confirmed the one death but later retracted the confirmation. Contacts at Antananarivo's main hospital confirmed receiving two individuals with gunshot wounds.

5. (C/NF) Comment: The arrival of the riot gear was a much needed addition to the inventory of non-lethal weapons for the security forces. However, the security forces have not received proper training on the use of this equipment for its intended purpose. It is doubtful the security forces properly understand how to effectively use rubber bullets in a crowd control situation. Ill trained units would no doubt continue to fire their weapons towards the upper body portion of crowds increasing the risk of head shots with lethal consequences. Additionally, even with the best intentions of keeping the rubber bullets low to the ground, the risk of security forces firing their weapons on full automatic and causing the weapon's barrel to naturally climb up with the resulting rounds traveling towards the upper body of crowds is a real concern. Additionally, the deployment of stun grenades into dense crowds can cause burns and the quality of Chinese produced grenades is suspect at best. Finally, riot control forces have shown a habit of letting crowds immediately proceed up to their riot line with no sense of urgency to maintain a large 'no mans land' between security forces and protesters. This action makes it impossible for the riot control units to deploy tear gas to disperse a large crowd and reduce the risk of injuries against their own personnel.

6. (C/NF) Comment continued: If the current trend continues with protesters or bystanders being killed or seriously injured by the use of this new equipment, the population's perception that the security forces are

playing referee and only maintaining law and order in this political stand off will be tested along with the population's general respect for the military and police. Additionally, public opinion will shift against the President adding new life to TGV's movement with the possibility of the opposition viewing the security forces as legitimate targets, firmly under the command of the President. Finally, the manner in which the President continues to mix his own business assets with state resources through the use of his TIKO plane to deliver equipment for the security forces only reinforces TGV's argument that the President truly considers himself CEO of Madagascar.



MARQUARDT

Source : <http://www.madagate.com/politique-madagascar/dossier/2272-marc-ravalomanana-en-francais-le-cable-wikileaks-sur-les-armes-ayant-transite-en-afrique-du-sud.html>